



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 5 NOVEMBRE 2018

Le **lundi 5 novembre 2018 à 18h30**, le Conseil Municipal, légalement convoqué le 30 octobre 2018, s'est réuni sous la présidence de Monsieur CALLAIS, Maire.

Etaient présents :

Patrick CALLAIS, Martine LANGLOIS, William GUILLARD, Cécile GALHAUT, François CRAMILLY, Sébastien PETIT, Elisabeth BIDEAUX, François LANGLOIS, Marie-Claude BEAUFILS, Réjan SAUPIN, Marie Elise CAREL, Daniel ROUSSEL, Hubert LUCAS, Catherine LEROUX, Christian LETEURTRE, Sophie LOQUIN, Tony LACROIX, Béatrice TASSERY, Juanita AUGUSTIN, Patrick GIRAUD, Vincent SGARLATA, Juan Carlos VEGAS

Absent(s) excusé(s) ayant remis un pouvoir :

Cécile JOURDAINNE à Cécile GALHAUT, Marie LE COUSIN à François CRAMILLY, Franck LEBRET à Martine LANGLOIS, Robin DAVID à Daniel ROUSSEL

Absent(s) non excusé(s):

Amandine TAVARES GOMES, Jean Marie ALINE

formant la majorité des membres en exercice.

Monsieur LETEURTRE est nommé secrétaire de séance.

----- **CREATION D'UNE INDEMNITE HORAIRE POUR TRAVAIL DE NUIT POUR LES AGENTS D'ENTRETIEN DU POLE TECHNIQUE DE LA VILLE DE LE TRAIT - CM/18/114**

Il est rappelé au Conseil Municipal que le versement d'une indemnité nécessite d'être instauré au préalable par l'organe délibérant.

Depuis la réorganisation de septembre 2018 issue du passage à 4 jours dans les écoles, les agents d'entretien du Pôle Technique assurent une partie de leur service entre 5 heures et 6 heures du matin. Il s'agit de leur temps de travail sur les 4 jours de la semaine et en période scolaire.

Afin de reconnaître cette sujétion particulière, il est proposé au Conseil Municipal de créer une indemnité horaire pour travail de nuit instaurée par le décret n° 61-467 du 10 mai 1961.

L'indemnité horaire applicable à l'ensemble des agents effectuant des travaux de nuit, en l'espèce, les agents d'entretien du Pôle Technique, s'élève à 0.17 euros par heure en cas de travail normal en application de l'arrêté ministériel du 30 août 2001.

Cette indemnité peut néanmoins être majorée en cas de travail intensif c'est-à-dire une activité continue ne se limitant pas à de simples tâches de surveillance. Cette majoration s'élève à :
0,80 euros de l'heure

Cette indemnité pourra être versée aux agents titulaires, stagiaires et contractuels de droit public, quelle que soit la durée de leur contrat, ceci afin de tenir compte de cette sujétion particulière. Elle s'applique pour la période comprise entre 5 heures et 6 heures du matin, dans la mesure où le travail effectué de nuit relève du service normal et non d'heures supplémentaires.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de créer une indemnité horaire pour travail de nuit versée aux agents d'entretien du Pôle Technique de la Ville lorsqu'ils assurent leur travail entre 5 heures et 6 heures du matin.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2121-29,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU le décret n° 61-467 du 10 mai 1961 relatif à l'indemnité horaire pour travail normal de nuit,

VU le décret n° 88-1084 du 30 novembre 1988 relatif à l'indemnité horaire pour travail normal de nuit et à la majoration pour travail intensif,

VU l'arrêté du 30 août 2001 fixant les taux de l'indemnité horaire pour travail normal de nuit et de la majoration spéciale pour travail intensif,

VU l'avis favorable du Comité Technique en date du 11 juin 2018,

VU le rapport de Monsieur le Maire.

DECIDE de créer une indemnité horaire pour travail de nuit versée aux agents d'entretien du Pôle Technique de la Ville assurant leur service entre 5 heures et 6 heures du matin.

DIT que cette indemnité, en supplément de leur taux horaire habituel, est versée à hauteur de 0.17 euros par heure effective et complète de travail normal de nuit et qu'elle peut être majorée à 0,80 euros.

DECIDE que cette indemnité pourra être versée aux agents titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public quelle que soit la durée de leur contrat.

DIT que la prime est attribuée individuellement par l'autorité territoriale en fonction du nombre d'heures effectivement réalisées et selon les règles indiquées ci-dessus et qu'elle sera calculée et versée selon une périodicité mensuelle.

DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal.

| Nombre de membres | | |
|-------------------|-------------|--|
| Présents | En exercice | Qui ont pris part à la délibération : 26 (membres présents et prise en compte des pouvoirs remis par les membres absents) |
| 22 | 28 | pour: 26 contre: 0 abstention(s): 0 non votant(s) : 0 |

Fait au Trait et certifié exécutoire le
 07 novembre 2018

Patrick CALLAIS,
MAIRE

